

Mario Albertini

Tutti gli scritti

IV. 1962-1964

a cura di Nicoletta Mosconi

Società editrice il Mulino

L'autonomie des entités plus petites que les Etats

Nous remercions M. Laurent parce que sa lettre nous permet de préciser que, n'ayant pas usurpé le nom de «fédéraliste»: a) nous ne sommes pas partisans d'une Europe supranationale centralisatrice et portant au maximum les structures unitaires qui sont celles des Etats actuels; b) nous ne favoriserons pas le maintien dans l'Europe fédérale des Etats centralisés – même au titre d'Etats fédérés.

Nous pensons du reste que le cours même des choses, dans une Europe fédérale, s'acheminerait pour longtemps vers la décentralisation (tandis qu'il s'est acheminé vers la centralisation dans les Etats nationaux): et cela est précisément un des motifs pour lesquels nous avons abandonné la politique nationale et cherchons à mettre sur pied une opposition de régime et de communauté aux Etats nationaux. Nous sommes en effet convaincus que la lutte pour l'autonomie des entités plus petites que les Etats n'a jamais eu de succès en Europe continentale, à partir de la Révolution française, parce qu'elle n'avait pas identifié, et en conséquence ne pouvait nullement combattre, la cause internationale de la centralisation des Etats: le régime européen des Etats nationaux. Nous sommes également convaincus qu'on peut maintenant reprendre cette lutte, avec de bonnes chances de succès, précisément dans la mesure où l'on peut finalement considérer comme possible la tentative de remplacer le régime européen des Etats nationaux par un système fédéral.

Mais cet aspect politique du problème, comme tous ses autres aspects, dont beaucoup se présentent désormais sous un jour nouveau, il n'est pas facile de le systématiser théoriquement. Et c'est pour cela que la revue, qui est un organe de prises de position théoriques, et non pratiques et immédiates (il faudrait

pour cela un journal de bataille, que les fédéralistes n'ont malheureusement pas encore) ne s'en est pas encore occupée. Ce qui ne veut pas dire qu'elle ne veuille pas s'en occuper. Elle le veut au contraire, et le fera. Mais nos forces sont faibles, et nous devons affronter en premier lieu le problème politique fondamental: la stratégie de la lutte contre les Etats nationaux. Nos forces sont faibles précisément parce que la plus grande partie de ceux qui devraient, pour atteindre leur but, se battre dans le camp européen pour la Fédération, restent encore dans les camps nationaux.

En améliorant la stratégie fédéraliste, nous espérons mettre en action un mécanisme qui poussera dans le camp européen une grande partie de ceux qui s'attardent dans les camps nationaux. C'est seulement de cette manière que nous pourrions avoir davantage de forces, même théoriques, et consacrer plus de temps à l'examen des problèmes qui pourront être résolus par la Fédération européenne, et doivent être traités théoriquement, des aujourd'hui, pour alimenter la lutte fédéraliste.

De toute manière, nous assurons à M. Laurent que nous sommes à ses côtés, et aux côtés de ceux qui se battent pour la liberté des individus et des groupes, c'est-à-dire pour la croissante humanisation du pouvoir politique.

In «Le Fédéraliste», V (1963), n. 1. Risposta ad una lettera di Pierre Laurent sulla necessità di occuparsi anche del federalismo interno.